N°154 du 14 Juillet 2011 / Prix : 250 F CFA / 4ème année

CHRONIQUE de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'Analyses et de Publicité

FAIT DIVERS

La fin du mari dribbleur P. 4

LIDAOU, la boîte de nuit de prestige, ouverte du mercredi à dimanche

dans le Complexe commercial de Uniprix à Adéwui
Tél. 220 93 47 / 220 93 46 / 946 59 59 / 320 59 59

L'ambassadeur des USA, Mme Patricia Hawkins à l'occasion du 235ème anniversaire de l'indépendance de son pays :

« En mars 2010, le Togo a organisé l'élection présidentielle la plus réussie et la plus transparente de son histoire, laissant un exemple que ses voisins devraient suivre »

P.3

La mobilisation des fonds par la Douane togolaise de plus en plus croissante

Déjà 74,6 milliards au premier semestre 2011

P.4

Echange de cadeaux entre MM. Colpin et Bidamon

Evala/Akpema sans le Vih/Sida

L'ONG AIMES-Afrique présente au cœur des luttes avec l'opération dépistage au Vih/Sida

P.6

Aménagement de la vallée du fleuve Zio

Les travaux du groupe d'entreprises SOMAGEC-EWA salués par tous

P. 2

Le Consul Sossou, mandataire de SOMAGEC-EWA

Adresse : 63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest. 15 BP: 82 Lomé - Togo - Tel: 320 92 75 / 901 21 69 - Email: essodom68@yahoo.fr

Aménagement de la vallée du fleuve Zio

Les travaux du groupe d'entreprises SOMAGEC-EWA salués par tous

Dans le cadre de la redynamisation du secteur agricole, le gouvernement a lancé un projet dénommé PARTAM (Projet d'Aménagement et de Réhabilitation des Terres Agricoles dans la zone de Mission Tové). A cet effet les travaux réalisés par le groupe d'entreprises SOMAGEC-EWA ont été provisoirement réceptionnés le 8 juillet dernier.

Les différents acteurs (bureaux de contrôle, bénéficiaires, responsables de ministère de l'Economie et des Finances, les responsables du Projet, le ministère chargé des infrastructures rurales) se sont accordés pour reconnaitre la qualité des ouvrages réalisés par l'entreprise mandatée. C'était au cours d'une réunion de synthèse qui s'est déroulée dans les locaux du ministère délégué auprès du ministère de l'Agriculture, chargé des Infrastructures. *« Nous nous sommes attelés à faire en sorte que le périmètre puisse disposer d'eau 365 jours sur 365 jours et permettre d'augmenter la rentabilité des activités des paysans (…) avec comme conséquence, les ressources beaucoup plus importantes, la réduction de la pauvreté, l'autosuffisance alimentaire, voire la possibilité d'exporter le riz »*, a indiqué le mandataire du groupe d'entreprise SOMAGEC-EWA, le PDG de l'entreprise Midnight Sun, le consul Victor Sossou.

Les chefs cantons des localités bénéficiaires

Il a par ailleurs décliné les travaux réalisés sur le site et qui, a-t-il expliqué se présentent en trois composantes à savoir :

- la mini-adduction d'eau : réalisation d'un forage, d'un château d'eau, de canalisation et bornes fontaines, afin de rapprocher l'eau des populations et régler de façon définitive le problème d'eau potable,
- le désenclavement du périmètre à travers la réalisation des pistes (réhabilitation ou construction), électrification de la zone,
- l'aménagement proprement dit, objectif important de ce projet qui consiste à retourner la terre pour la rendre productive.

Le ministre en charge de Pistes rurales, M. Gourdjigou Kolani a indiqué que les travaux ont été réalisés selon les règles de l'art. Il a félicité l'entreprise réalisatrice et invité les bénéficiaires représentés par leurs chefs traditionnels à prendre ce projet comme leur propre projet, afin de bien gérer le périmètre. *« Nous sommes dans une nouvelle politique de développement agricole, c'est un défi que le gouvernement s'est lancé. On ne peut pas faire de l'agriculture sans maîtriser de l'eau. Pour mieux produire, il faut maîtriser de l'eau… »*, a-t-il indiqué.

Prévus pour durer un an, les travaux d'aménagement débutés en novembre ont été bouclés avant l'échéance à la satisfaction de tous.

Le projet PARTAM, a expliqué M. Jean-Baptiste Mouvy, directeur du projet, consiste à réhabiliter un ancien périmètre qui existait dans les années 70 et qui avait été mis en place par les Chinois et qui aujourd'hui est dans un état de vétusté avancée.

« Il y a donc lieu de réhabiliter ce périmètre de 360 ha et d'envisager également l'aménagement d'un autre périmètre de 300 ha en terme d'extension pour qu'on ait au finish 660 ha de ce périmètre irrigué en vue d'intensifier la production du riz », a-t-il souligné.

Financés par la BADEA, le Fonds Saoudien et le gouvernement togolais ces travaux de réhabilitation de 360 ha dans la zone de Mission Tové ne sont qu'une partie du projet. L'aménagement de 300 ha suivra avec l'appui de la BOAD. D'autres travaux sont en cours de réalisation à Agoméglozoun.

Il est également prévu des travaux similaires dans la vallée de la Kara et de l'Oti. L'objectif global de ce projet est la réduction de la pauvreté, la création d'emplois. Avec ces aménagements, désormais, on pourra faire deux saisons par campagne agricole. Ce qui aura pour conséquence de moins dépendre des exportations en matière de riz.

Pierre AGBANDA

TOGO port@il
www.togoportail.net
Pour en savoir sur les actualités d'ici et d'ailleurs, consultez désormais votre site d'informations générales togoportail.net
"togoportail, toute l'information à votre portée"

Les media Togolais se ressourcent à Kpalimé

Les patrons de presse revisitent l'éthique et la déontologie de leur profession

Une trentaine de directeurs d'organes de presse et médias audio –visuel se sont retrouvés à Kpalimé les 8 et 9 juillet 2011 en en atelier de formation sur le thème « éthique et déontologie, place des médias dans un état de droit ». C'était à l'initiative du Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) en collaboration avec la Commission Technique de Gestion de l'Aide de l'Etat à la Presse (CTP).

L'essentiel des communications s'est articulé autour de trois thème à savoir : Ethique, Déontologie et Dépénalisation du délit de Presse ; Code Pénal-code de la presse et de la communication et les limites entre vie privée et vie politique ; Rapport Presse et Monde politique.

Tout journaliste qui transgresse la déontologie, c'est-à-dire l'ensemble des règles qui régissent la profession, subit les conséquences, a rappelé M. Amélété TOYI-TOM, enseignant à l'ESTAC lors de la première communication. Il a également noté que la dépénalisation du code de la presse constitue une avancée remarquable dans le paysage médiatique togolais où les journalistes ne sont pas toujours angéliques dans la critique du gouvernement. Certes la dépénalisation représente un profit en terme de liberté d'expression, il convient aux professionnels des média de faire preuve d'éthique et de bienséance dans l'exercice e leur fonction.

Me Jean Degli, orateur de la session relative aux limites entre vie privée et vie politique, a pour sa part fait le distinguo entre les pratiques dans les Etats de droit et ce qui est courant dans les Etats dictatoriaux. En effet, dans les grandes démocraties, code de la presse et code pénal ne se confondent en aucun point, alors que généralement dans les Etats de répression, le code pénal devient le moyen de sanction en lieu et place du code de la presse.

Du dernier thème '' rapport presse et monde politique'' il ressort que les médias sont à plus d'un titre enlisés dans des manipulations des politiciens. Le caractère indépendant de la presse togolaise est de nouveau remis en question, dans un contexte où les politiciens s'investissent pour allier des journalistes à leur cause. C'est fort de cette situation que le conférencier, M. Mikaïla Abass Saïbou journaliste-sociologue n'a pas hésité à qualifier journalistes et hommes politiques de deux amants maudits. Il faut dire qu'au-delà des débats édifiants qui ont suivi les sessions, cette rencontre aura consolidé la confraternité entre les participants.

C.S

Tél :
222.34.1
905.25.6
911.58.96
OPS SECURITE
OPS INTERNATIONAL FAREWELL
Nos domaines
• Placement d'Agents de sécurité
• Vidéosurveillan
Vision Jour &Nuit
• Vente et Installation d'Alarme de voiture
Demo Unit—Gsm Car Alarm System

L'ambassadeur des USA, Mme Patricia Hawkins à l'occasion du 235ème anniversaire de l'indépendance de son pays :

« En mars 2010, le Togo a organisé l'élection présidentielle la plus réussie et la plus transparente de son histoire, laissant un exemple que ses voisins devraient suivre »

Dans son allocution à l'occasion da la célébration du 235ème anniversaire de l'indépendance de son pays, l'Ambassadeur des USA au Togo, Mme Patricia M. Hawkins a désavoué les marcheurs de chaque samedi, en l'occurrence les responsables de l'ANC, qui continuent de revendiquer leur prétendue victoire à la présidentielle togolaise de 2010. Elle rappelle à tous l'implacable vérité : l'élection présidentielle a été transparente et s'est soldée par la victoire brillante de Faure Gnassingbé. Mme Patricia Hawkins a en effet déclaré devant le parterre d'invités à la réception qu'elle a organisée à sa résidence à Lomé : « le Togo a organisé l'élection présidentielle la plus réussie et la plus transparente de son histoire, laissant un exemple que ses voisins devraient suivre. J'aimerais saisir cette opportunité pour rendre hommage au courage du Président Faure et de M. Gilchrist Olympio qui, face à une désapprobation presque totale de leurs alliés et supporters respectifs, ont compris que le seul moyen d'aller de l'avant était de travailler ensemble pour assurer l'avenir du pays ». Cette déclaration sonne comme une gifle administrée de la part de la première puissance du monde à ceux qui veulent badiner avec les valeurs intrinsèque de la démocratie. Contrairement à ce que certains veulent faire croire, Mme Patricia Hawkins n'a pas été complaisante envers les autorités, mais elle a plutôt exprime l'exactitude des faits puisque son pays a financé des organisations de la société civile (environ 300 personnes) pour observer cette élection présidentielle sur toute l'étendue du territoire national. Ces observateurs ont produit un rapport sur lequel la diplomate américaine s'appuie pour affirmer et dire tout haut que l'élection présidentielle au Togo a été transparente. Ce qui est confirmé par l'Union Européenne qui avait également dépêché des observateurs pour suivre de bout en bout tout le processus électoral. L'on a alors du mal à comprendre la démarche du candidat malheureux, Jean-Pierre Fabre, qui mobilise tous les samedis des badauds pour, dit-il, revendiquer sa "victoire". De quelle victoire s'agit-il ? C'est justement ce comportement ridicule et antidémocratique qui a amené Mme Patricia Hawkins à dire à Jean-Pierre Fabre et sa bande : « ne marchez pas seulement contre le gouvernement, marchez pour quelque chose, pour le futur du pays que vous chérissez tous ».

Outre l'aspect politique, l'Ambassadeur des USA au Togo a également abordé la situation économique, saluant les réformes en cours. « Depuis 2005, le Togo a réalisé de grands progrès tant sur le plan économique que politique.

En ces temps de difficultés économiques, où de nombreux pays ne connaissent que peu de croissance, et où certains pays comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal sont au bord de la faillite, le Togo a connu une croissance économique de 3,5% en 2010 », a indiqué Mme Patricia Hawkins. Le Togo a fait preuve d'une discipline fiscale nécessaire pour mériter une annulation de sa dette. Le FMI et la Banque Mondiale ont repris leurs investissements au Togo et, grâce à cela, le pays a été en mesure de développer et d'améliorer ses infrastructures, notamment les grands travaux de réhabilitation et de construction de routes, l'extension du port, et le projet d'extension et de modernisation de l'aéroport. On constate partout le progrès impressionnant réalisé ou en cours de réalisation. Les investisseurs étrangers sont en train de revoir leurs positions vis-à-vis du Togo -Contour Global est un exemple d'investissement pouvant aider le Togo à avoir suffisamment d'énergie électrique pour ses besoins.

L'Ambassadeur n'a pas manqué de critiquer les manquements constatés dans certains domaines, notamment la lutte contre la corruption au sujet de laquelle elle affirme qu'aucune poursuite n'est engagée contre les prévaricateurs et le temps que met le dialogue inclusif annoncé depuis six mois pour prendre forme.

Tout compte fait, Mme Patricia Hawkins qui a annoncé pour l'occasion qu'elle est en fin de mandat, n'a pas manqué de féliciter le président Faure Gnassingbé pour les actions qu'il mène pour remettre le pays sur les rails. « Le Président Faure mérite qu'on lui reconnaisse d'avoir présenté une vision pour l'avenir du Togo. Je l'encourage à conformer l'audace de ses paroles avec des actes tout aussi audacieux », a déclaré Mme l'Ambassadeur dans son allocution.

Au vu de ce que le diplomate a déclaré, Jean-Pierre Fabre et ses affidés devraient revoir leur copie en renonçant à ces méthodes qui frisent la voyoucratie. Le peuple Togolais et la communauté internationale savent que le scrutin de 2010 a été remporté par Faure Gnassingbé à l'issue d'un processus libre, transparent et équitable. Cette stratégie qui consiste à marcher chaque samedi et surtout ces manifestations de jeudi visant à semer des troubles à l'ordre public sont rétrogrades et sans issue car aujourd'hui, pour la majorité des Togolais et surtout les chancelleries, Jean-Pierre Fabre ressemble plutôt à un politicien nul qui n'a aucune stratégie de conquête du pouvoir. Comme l'a si bien dit Mme l'Ambassadeur, Jean-Pierre Fabre et ses comparses doivent adopter une politique du « oui » au lieu du « non ». Le refus de Jean-Pierre Fabre à participer au dialogue inclusif proposé par le chef de l'Etat a surpris plus d'un et même le président Barack Obama représenté par Mme l'Ambassadeur. Comment le pays peut-il avancer s'il n'y a pas un dialogue incluant tous les acteurs politiques ? En tout cas, l'Ambassadeur des USA a dit à Fabre d'arrêter sa politique de « non » au profit de celle du « oui ».

Aliziou Dominique

Enfin un accord qui met fin à la crise universitaire à l'UL

Enfin un accord qui met fin à la crise universitaire

La crise estudiantine qui couvait à l'Université de Lomé depuis plus de deux mois appartient désormais à l'histoire. En tout cas, c'est ce qui semble se dessiner au lendemain d'un accord trouvé entre les différents acteurs : mouvements et associations estudiantins, gouvernement et autorités universitaires. Le 7 juin 2011, un accord a été trouvé entre les différents protagonistes de la crise sous la médiation de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et en présence de deux syndicats de l'enseignement supérieur. Et pourtant une solution pouvait être trouvée depuis si les autorités universitaires et les étudiants ne campaient pas chacun sur sa position, bien que les revendications des étudiants soient reconnues légitimes. Les étudiants ont dénoncé le comportement de leurs responsables qui, selon eux, étaient un obstacle à l'aboutissement de leurs revendications. Heureusement que le gouvernement a pris la mesure des revendications estudiantines grâce à l'implication des organisations de défense des droits de l'homme. Aujourd'hui, cet accord trouvé sonne comme un véritable camouflet pour les autorités universitaires qui doivent revoir leur façon d'aborder les problèmes auxquels elles seront confrontées dans le futur. Cet accord, contrairement au premier, a le mérite de recevoir l'adhésion de tous les protagonistes, y compris le MEET, mouvement qui a lancé les manifestations sur le campus de Lomé. Les étudiants ont repris le chemin des amphis. L'accord trouvé porte sur deux plans : académique et matériel.

Sur le premier plan, il sera organisé à l'intention des étu-

Une des cités universitaires

diants en transition de la Faculté de Droit, des examens spéciaux pour l'obtention soit de la Licence classique, soit de la Licence LMD ou les deux diplômes à la fois suivant le choix des étudiants. Les étudiants désireux de préparer une maîtrise en Droit pourront continuer leur cursus dans toute autre université notamment celle de Kara.

Les autorités universitaires ont accepté de faire au moins deux évaluations dans chaque unité d'enseignement (U.E) par semestre et de reprogrammer les unités d'enseignement dans lesquelles il y aurait un faible taux de réussite sous la responsabilité des chefs de parcours.

Sur le second plan, il a été décidé de fixer à 4500 FCFA le loyer des chambres individuelles et à 2000 FCFA celui des chambres doubles. Les frais d'inscription académiques sont fixés à 5000FCFA tandis que les frais d'inscription pédagogique sont fixés à 250f par crédit. Il est également prévu un montant de 2,4 milliards sur le budget actuel pour la construction de nouveaux amphithéâtres et de blocs pédagogiques polyvalents dans les universités de Lomé et de Kara.

Il ne reste qu'aux étudiants de se préparer pour affronter les épreuves des examens du semestre mousson qui débuteront le 18 juillet prochain.

Après le cas des étudiants, les autorités universitaires doivent sérieusement penser à la formation des enseignants au système LMD afin qu'ils ne soient pas étrangers à ce nouveau système.

Pierre

La mobilisation des fonds par la Douane togolaise de plus en plus croissante

Déjà 74,6 milliards au premier semestre 2011

La Douane togolaise, l'un des poumons de l'économie de notre pays enregistre depuis 2005 une évolution sans cesse croissante en matière de mobilisation des fonds au profit de l'Etat. A l'origine de cette performance, la rigueur et le pragmatisme des premiers responsables de ce service, les réformes qui y sont engagées sans oublier les conventions de coopérations signées avec les douanes belges pour la formation des agents. Tout ceci a contribué à améliorer la mobilisation des recettes. Ainsi, de 2006 à nos jours, les recettes douanières ont connu une forte progression, passant de 79,8 milliards à 133,2 milliards de FCFA. Au premier semestre de cette année déjà, les recettes réalisées s'élèvent à 74,6 milliards, soit 49,54% de prévisions de l'année qui sont fixées à plus de 150 milliards de FCFA.

M. Ably Bidamon, DG des Douanes togolaises

Respectivement MM. Noël Colpi, Ably Bidamon et l'Ambassadeur Sagbo

Dans le cadre de la coopération entre les douanes togolaises et belges, l'Administrateur général des douanes et Accieses belges, M. Noël Colpin a effectué une visite au Togo. Hier, il a été reçu par son homologue togolais, M. Ably Bidamon à la direction générale des Douanes togolaises. M. Colpin était accompagné dans sa tournée par l'ambassadeur du Togo en Belgique, M. Sagbo qui a œuvré pour l'octroi de bourses par la Belgique à cinq stagiaires togolais chaque année. Grâce à cette coopération, 50 cadres de l'administration des Douanes ont déjà renforcé leur capacité dans ce pays. Cette visite a été une occasion pour M. Noël Colpin de saluer les performances des Douanes togolaises et de féliciter son homologue pour son implication personnel dans le processus dévolution et de modernisation de ce service. Parlant de la coopération entre les deux structures qui implique un échange d'expérience et de savoir-faire, il a indiqué que *« dans le contexte de la globalisation, nos pays ont besoin de la coopération et de la formation pour intensifier leurs actions »*.

Le directeur général des Douanes togolaises s'est réjoui de cette coopération qui, a-t-il souligné, s'inscrit *« parfaitement dans le processus de renforcement des capacités et de modernisation engagé par l'administration des Douanes togolaises, afin de se doter d'une organisation et de procédures inspirées des meilleures pratiques internationales »*. Il a insisté sur l'importance du renforcement des capacités pour son administration. *« Le renforcement des capacités de nos administrations douanières revêt une importance capitale pour, nous, pays du Sud, dont les budgets reposent, pour une grande part, sur les recettes des douanes »*, a-t-il déclaré.

Les recettes des Douanes toujours en hausse

Grâce aux réformes engagées depuis cinq ans et à la coopération avec les douanes belges les Douanes Togolaises ont réalisé des exploits jamais atteints jusqu'alors. En effet, depuis 2005, les recettes douanières vont sans cesse croissantes. Aujourd'hui, la Douane togolaise est citée en exemple par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD). En effet, l'une des importantes progressions (plus de 15%) a été réalisée en 2006 où la Douane togolaise a mobilisé plus de 92 milliards de FCFA, alors que ses recettes n'avaient jamais atteint 80 milliards de FCFA. En 2007, les recettes enregistrées s'élèvent à plus de 105 milliards de FCFA, dépassant ainsi la *« barre mythique »* de 100 milliards de FCFA.

En 2008 et 2009, les recettes ont progressé pour atteindre progressivement 120 et 123 milliards de FCFA. L'exploit sera réédité en 2010 avec 133 milliards de FCFA de recettes.

Si les conventions de coopération avec les douanes belges ont beaucoup contribué à améliorer les performances des Douanes togolaises, le directeur général de ce service, M. Ably Bidamon reste convaincu que c'est grâce au vaste programme de réformes et de modernisations engagé au sein de l'Administrations togolaises des douanes sous l'impulsion du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé qui a permis à son service de se doter des moyens nécessaires pour mobiliser au mieux les recettes. *« C'est le fruit de toutes ces réformes, notamment l'informatisation, l'adaptation des textes aux contextes du commerce international, l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents des douanes, la lutte contre la fraude, la corruption (code d'éthique et de bonne conduite élaboré et adopté), un ensemble de mesures qui ont permis de mobiliser les recettes »*, a-t-il indiqué.

Vivement que les autres administrations imitent le service des Douanes togolaises pour que notre économie se renforce davantage. Rappelons qu'un échange de cadeaux s'est fait entre MM. Ably Bidamon, Noël Colpin et l'ambassadeur Sagbo.

Pierre AGBANDA

Le MSF préoccupé par la création d'un nouveau parti politique

Après avoir soutenu la candidature du président Faure Gnassingbé et battu campagne pour sa réélection le 4 mars 2010, le Mouvement de Soutien à Faure (MSF) suggère la création d'un nouveau parti politique dans lequel la majorité silencieuse pourrait enfin s'exprimer. Les raisons de ce souhait ont été données aux journalistes le 10 juillet 2011 à l'hôtel Acropolis à Lomé. Cette rencontre avec la presse état placée sous le thème : « Election présidentielle 2010 : Un an après ».

Le coordinateur général, Katanga Poro au milieu

« Nous avons suggéré la mise en place d'un nouveau cadre pour permettre à la majorité silencieuse de pouvoir s'exprimer, parce que aujourd'hui, il ya beaucoup d'acteurs qui ont des idées à faire valoir mais ils ne trouvent pas ce cadre, parce que les partis politiques présents ne leur prêtent pas suffisamment l'espace qu'il faut », a estimé le coordinateur général, Katanga Poro. Un véritable réquisitoire dressé contre les partis existants. Ce nouveau parti, a-t-il expliqué, ne viendra pas remplacer le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), mais ce nouveau parti, s'il venait à être créé, sera en relation avec tous les partis qui partagent la même vision, les mêmes préoccupations, les vertus de paix, de réconciliation, du bien public et surtout de rigueur au travail. Pour le coordinateur général du MSF, il s'agira de donner au président de la République une majorité parlementaire à la prochaine législature de 2012. Le MSF soutiendra ce nouveau parti et veillera à la sensibilisation des populations et à la diffusion de ses idéaux. Il a pour finir indiqué que la relance de l'économie ne peut se faire si le Togolais ne se met pas au travail et le nouveau parti devrait incarner les vertus du travail bien fait.

Pierre

Fait divers

La fin du mari dribbleur

Il a fallu cinq années de vie commune pour que dame Yawa se rende à l'évidence qu'elle s'était trompée sur la personne de son conjoint. Son aventure conjugale faite de douceur mais aussi de douleur s'est soldée par deux petites gosses de 3 ans et 6 mois.

Pourtant la pauvre et naïve Yawa appartient à la classe d'élites de notre pays. Qui l'aurait cru ? Elle a réussi à un concours d'entrée dans la Fonction Publique. C'était en 2005. Nantie d'une Maîtrise es-Sciences juridiques, elle n'a pas eu trop de difficulté à réussir au concours. Et depuis, elle occupe un très bon poste. Aussi gagne -t- elle bien sa vie. Seulement voilà ! Sa fortune, quand elle la gagne, c'est un Jocker qui en jouit. L'homme âgé aujourd'hui de 37 ans contre 32 pour sa dulcinée n'était qu'un repris de justice. Adolphe, comme elle aimait l'appeler, avait été interpellé pour la première fois quand il n'avait que 18 ans. Le même chef d'accusation, notamment le vol avec get-apens l'a ramené en correctionnel juste deux ans avant leur union en 2006. Yawa n'en savait rien. Elle se souvient l'avoir rencontré au cours d'une conférence de presse. *« Il m'a accrochée par ses interventions. Surtout que nous partagions le banc, il me remplissait de joie chaque fois que nos regards se croisaient. En plus du fait qu'il savait parler, il avait un beau physique et présentait une allure très flatteuse »*. Elle renchérit en ces termes : *« Je n'ai pas résisté à ses avances. Pourtant à l'époque, j'étais la convoitise de beaucoup d'hommes et pas des moindres »*.

Le renard, dit-on, vit aux dépens de celui qui l'écoute. Adolphe, le renard, le flatteur a toujours fait croire qu'il était issu d'une famille noble d'un pays voisin et qu'il était dépêché au Togo pour des études. Aussi avait-il laissé entendre qu'il poursuivait ses études de 3ème cycle à l'ENA (Ecole Nationale d'Administration) option *« Magistrature »*. Trois ans après, il a trompé sa dulcinée qui lui a indument payé les frais scolaires qui s'élevaient à 2 500 000 FCFA. Pire, elle a eu à lui payer les frais de son aventure à Cotonou où il a prétendu effectuer un voyage d'étude. *« J'ai dépensé une bagatelle somme de cinq millions de FCFA, rien que pour ses soi-disant études sans compter que j'ai loué la maison où nous logeons et que c'est moi qui supporte notre alimentation et le reste »*, s'est-elle lamentée. Les larmes aux yeux, elle ajouta : « Heureusement, j'ai accompagné une copine à la DPJ. Trente minutes après être reçues par le commissaire qui nous a fait asseoir, trois hommes firent une entrée fracassante dans le bureau. Il s'agit de deux policiers qui encadraient mon époux. Ils firent savoir à l'officier qu'ils venaient de mettre la main sur le suspect. J'ai compris tout de suite le message. Je fis comme si je n'avais jamais connu cet homme. Durant tout le temps qu'a duré l'interrogatoire, je suis restée calme et très passive. C'est seulement lorsque je voulais m'éclipser qu'il m'apostropha en ces termes :

« Yawa, c'est donc toi qui m'a fait arrêter ? Tu es une mauvaise épouse. Je regrette que tu sois la mère de mes enfants. Oublie-moi ! » Elle n'a pas eu le temps de lui répondre. Le commissaire à tranché en disant. *« Amenez-le, sa culpabilité est plus que évidente ! »* Ainsi prit fin le jeu d'Adolphe, le mari dribbleur.

B. TALOM

Togotelecom

NOUVEAU

POUR TOUS VOS BESOINS DE COMMUNICATION

NOS PRIX CHUTENT !

OFFREZ-VOUS LA SOLUTION QUI VOUS CONVIENT

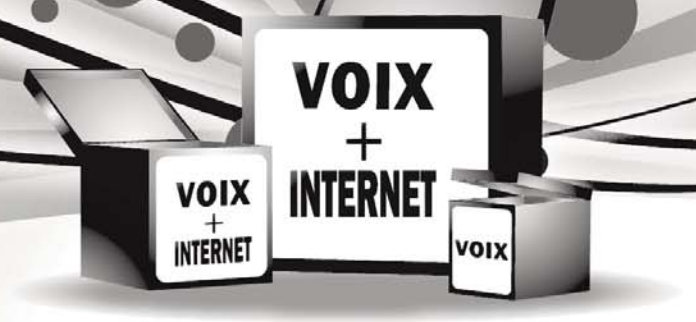
INTERNET

jusqu'à **80%** **de réduction*** sur le forfait internet

mba fri
mabé fri
mèbè fri
m'fri
m'bé fri
mêwê fri
mlé fri

VOIX

jusqu'à **0,27 F TTC/seconde** soit **16 F TTC/min***



* Selon l'offre choisie.

Qu'est-ce que *m'fri* ?

m'fri est une offre de TOGO TELECOM,quil permet au souscripteur de payer, pendant la durée choisie, un **forfait mensuel**, donnant droit à une **communication avantageuse** variable selon le type d'offre choisie et selon la destination de l'appel.

Deux (2) options s'offrent à celui qui souscrit :
le **prépaiement** ou le **post-paiement**.

- Pour l'option prépaiement, la durée de **validité du forfait** *m'fri* est de **trente (30) jours** cycliques à compter de la date de la recharge.
- Pour les offres en post-paiement, elle est d'**un (1) mois calendaire** à compter du premier jour du mois suivant le mois de souscription.

Le client peut à tout moment, changer d'option à sa convenance et passer du prépaiement au post-paiement ou vice-versa.

À qui s'adresse *m'fri* ?

L'offre s'adresse à tout le monde, quel que soit le profil.
(Entreprises, ménages, jeunes, professions libérales… etc.)

Avant la signature d'un contrat *m'fri*, trois conditions spécifiques déterminent les personnes éligibles :

1. Avoir été client illico de TOGO TELECOM pendant au moins trois (03) mois, excepté les nouveaux clients HELIM,
2. Avoir souscrit au contrat d'abonnement d'une offre *m'fri*,
3. Ne pas avoir souscrit au service de renvoi d'impulsion.

Service client : 112 (3 impulsions par appel)
Dérangement : 119 (Appel gratuit)

POUR EN SAVOIR PLUS, APPELEZ LE 112 OU VOTRE GESTIONNAIRE.

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

Edem Kodjo, officier des Arts et Lettres

L'ancien Premier ministre togolais, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et actuel président de la Fondation Pax Africana, Edem Kodjo, a été fait Officier des Arts et Lettres, lundi 11 juillet 2011 dernier par Frédéric Mitterrand, le ministre français de la Culture et de la Communication. Cette distinction a été remise au récipiendaire par Dominique Renaux, l'ambassadeur de France au Togo.

M. Dominique Renaux a indiqué que ce geste est *« un nouvel hommage de la France à un grand Togolais et un grand Africain, à un homme politique et un diplomate toujours aux premières loges, à un homme de culture familier de l'action, un intellectuel qui sait le poids des responsabilités ; hommage aussi à une création et une réflexion intellectuelle et romanesque nourrie par une carrière exceptionnelle par sa variété d'expériences et d'angles de vue sur le monde »*.

Le diplomate français a rappelé la carrière politique et littéraire - très riche - d'Edem Kodjo, soulignant que ce n'est pas la première fois que celui-ci est distingué par la France puisqu'il est depuis 10 ans commandeur de la Légion d'honneur.

« En 1961, vous obtenez une maîtrise de droit et sciences économiques à l'Université de Rennes, avant d'être diplômé en 1964 de la réputée Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Paris. Vous exercez dans la foulée les fonctions d'administrateur de l'ORTF à Paris jusqu'en 1967. Cette solide formation et votre grande curiosité intellectuelle vous dotent des armes conceptuelles nécessaires à la compréhension des sociétés, des économies, des relations internationales. Vous garderez le contact avec le monde universitaire, comme professeur associé en économie du développement à l'Université de Paris 1 pendant près de dix ans.

Votre retour à Lomé en 1967 marque le début d'une double et brillante carrière, internationale au Fonds Monétaire International (FMI), à la BCEAO, à la BAD et bien sûr à l'OUA dont vous êtes Secrétaire général de 1978 à 1983, et nationale : plusieurs fois ministre, deux fois Premier Ministre (de 1994 à 1996, puis de 2005 à 2006). Acteur de premier plan et témoin privilégié donc d'un demi-siècle d'histoire du Togo, de l'Afrique et du monde », a précisé M. Renaux.

Selon le diplomate français, tout passionne Edem Kodjo, mais l'Afrique est sa grande passion, le fil conducteur de son action politique comme de sa réflexion. Il a souligné l'intime connaissance acquise par le récipiendaire à l'OUA et lors d'innombrables missions, encore récemment comme médiateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie à Madagascar ou chef de la mission d'observation de l'Union Africaine en Guinée, puis actuellement Ambassadeur de la Paix de l'Union Africaine et Ambassadeur itinérant de la CEDEAO. Il a également mentionné la Fondation Pax Africana récemment lancée par Edem Kodjo et, qui œuvre pour la paix et le développement sur le continent.

Il n'a pas passé sous silence sa carrière littéraire de l'illustre homme couronnée d'un succès immédiat en 1985 avec "Et demain l'Afrique", distingué "grand prix littéraire de l'Afrique Noire" par l'Association des Ecrivains de Langue Française (ADELF). Il a également évoqué le bilan politique des cinquante ans d'indépendance africaine que l'auteur a fait paraître en octobre 2010 dans la collection Continent Noir (Gallimard), sous le titre *« Lettre ouverte à l'Afrique cinquantenaire »*. Bilan sans concession aux accents d'amour déçu "Afrique, mon Afrique, qu'as-tu fait de ta jeunesse ?", mais surtout appel au sursaut, au courage pour édifier une Afrique à la croissance forte, avec une industrie et un système bancaire puissants, une Afrique unie pesant toujours davantage dans les relations internationales.

Selon l'ambassadeur français, avec "au commencement était le glaive", paru en 2004, l'éminent écrivain est passé au roman, avec succès pour cette fresque, aux accents de conte philosophique, sur le royaume de Soumérina, où une guerre effroyable va opposer les Hamouris dominants aux Bamounas qui rejettent cette domination. S'il évoque bien sûr le génocide rwandais, le livre n'est pas pour autant un roman historique mais bel et bien une création littéraire, avec une grande maîtrise d'écriture et d'intrigue tout au long des 280 pages et une réflexion personnelle sur le pouvoir, la violence, estime M. Renaux qui a ajouté que la Foi est pour M. Edem Kodjo cette force, celle qui animait les Pères de l'Eglise auxquels il a consacré un ouvrage.

« Au commencement était le glaive. Non, rappelle le père MFUNI, au commencement était le Verbe. Le Verbe, arme des hommes de foi, des hommes de bonne volonté. Arme commune aux prophètes et aux diplomates, selon la thèse de l'ambassadeur Gilles Curien. Arme de paix, d'affirmation de l'universel. Il faut lire et relire les dernières pages de ce beau roman, ce que ses personnages disent de la vie, qui ne vaut que si on la domine, de la mort qui n'est rien, un tigre de papier, ou encore de ce que vous appelez "l'éternel dilemme de l'être : marquer ou durer". Sur ce point, laissez-moi vous rassurer : vous êtes l'illustration que l'on peut marquer et durer. Que l'on peut aussi être à la fois homme d'action et homme de culture, imprécateur et médiateur, imperturbable et passionné », a conclu M. Renaux, soulignant que ce sont là quelques-unes des raisons qui ont conduit le Ministre français de la culture et de la communication, M. Frédéric Mitterrand, par arrêté en date du 4 avril 2011, à distinguer M. Edem Kodjo dans l'Ordre des Arts et des Lettres. *« Par cette distinction, la France honore les personnalités qui se sont illustrées par leurs créations dans le domaine artistique ou littéraire, et par la contribution qu'elles ont apportée au rayonnement de la culture en France et dans le monde »*, a-t-il expliqué.

Coup de chapeau à M. Edem Kodjo, l'homme au parcours exceptionnel qui vient encore d'honorer notre pays avec cette nouvelle consécration internationale.

Carole AGHEY

La Compagnie Artistique Carrefour rompt avec le théâtre classique au centre Dényigba

« Laisser couler la créativité! » Pour la Compagnie Artistique Carrefour, le théâtre ne doit plus être l'apanage d'une classe, mais l'art théâtral doit ouvrir ses frontons à tout public. Le spectacle « John et Joe » après avoir été présenté quatre fois dans des maisons, n'a pas perdu de sa saveur le 8 juillet dernier au Centre Culturel Dényigba.

Ce scénario joué par deux personnages John et Joe et dont la mise en scène est assurée par Joel Ajavon, est né de la crise que traverse le théâtre togolais. Faut-il le rappeler, peu de Togolais vont au théâtre. Comment remédier à cette désaffection et produire un art authentiquement togolais ?

L'histoire de John et Joe ne saurait laisser personne indifférent : deux amis inséparables et liés par la passion de l'alcool sont curieusement prêts chacun à se servir de l'autre pour améliorer sa situation financière. Amis, oui autour d'un pot, mais adversaires lorsque l'intérêt personnel est menacé. On l'aura compris, l'amitié trouve souvent ses limites quand surviennent dames sécheresse et pauvreté. Il s'agit en tout cas d'un dialogue mêlé d'humour et d'une bonne dose d'absurde et de ridicule, le tout moulé dans des répliques assez simples et une langue accessible au public.

Le spectacle « John et Joe » n'a pas encore fini de se libérer de sa substance, parce qu'il sera à l'affiche pendant le Festival de Théâtre de la Fraternité (FESTEF) en août 2011. La compagnie artistique carrefour est née en 2009. Elle se veut un "laboratoire de recherche" qui tend plus que jamais à rapprocher le théâtre des populations, raison pour laquelle, nombre de ses spectacles se délocalisent jusque dans les foyers. « Pour beaucoup de gens, quand il y a spectacle, il s'agit de théâtre pour Blanc ? Nous menons un combat, celui de mettre l'art au service de la société, où 90% du public devient enfin de compte acteur », a expliqué le coordinateur de "Carrefour", Joêl Ajavon.

Benito

Evala/Akpema sans le Vih/Sida

L'ONG AIMES-Afrique présente au cœur des luttes avec l'opération dépistage au Vih/Sida

Dans sa mission salvatrice visant à aller vers la population pour lui apporter des soins gratuits en matière de santé, l'ONG AIMES-Afrique a initié au Togo, l'opération "Evala-Akpema Sans VIH/Sida'' depuis l'année dernière. Elle est destinée à sensibiliser une bonne partie de la population sur les risques de contamination de la pandémie, population souvent réticente à connaitre son statut sérologique. Elle permet également à la population cible de bénéficier des tests de dépistage gratuit, anonymes et volontaires. Cette année, l'ONG réédite la même expérience lors des prochaines luttes Evala en pays Kabyè qui se déroulent du 16 au 23 juillet 2011 dans la préfecture de la Kozah, au nord du Togo.

Jamais un sans deux ! Après la première édition de Evala sans Vih/Sida initiée par AIMES-Afrique, l'ONG se prépare pour la 2nde édition qui va se tenir du 16 au 24 juillet prochain dans la préfecture de la Kozah, localité située à environ 400 km au nord de Lomé, la capitale togolaise. C'est désormais devenue une tradition, a précisé Dr. KODOM Serge Michel, Président-Fondateur de AIMES-Afrique, qui nous a confié que *« Evala-Akpema Sans VIH/Sida, consiste à réaliser avec envergure, une grande campagne de sensibilisation et de dépistage volontaire, anonyme et gratuit du VIH/Sida, lors des luttes Evala qui se déroulent chaque année dans la préfecture de la Kozah »*.

En effet, au cours de la période festive des Evala, événement culturel célébré autour de la lutte traditionnelle en pays Kabyè, un grand public très mobilisé séjourne dans la localité et prend part activement à la fête aux côtés de la population locale. Entre deux rencontres fortuites, des proximités se créent aisément et les palliatifs ne faisant pas défaut, les rapprochements ne manquent d'aboutir aux contacts sexuels. La suite n'est pas toujours sans conséquence malheureuse, avec des risques de contamination au Vih/Sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles.

Pour s'inscrire dans la mise en œuvre des actions de lutte contre la pandémie, conformément à l'Objectif n° 6 des OMD qui recommande de combattre le Vih/Sida, le paludisme et d'autres maladies, l'ONG AIMES-Afrique a pris la présente initiative qui a pour ambition de se rapprocher davantage de la population pour lui proposer, de procéder de manière volontaire et anonyme au dépistage gratuit au VIH/Sida.

La 1ère édition qui s'est tenue du 17 au 27 juillet 2010, a enregistré un bilan satisfaisant ; la grande campagne a connu un succès avec le dépistage de 7175 personnes en l'espace d'une semaine. Sur les 7175 personnes dépistées, 105 sont déclarées séropositives soit 1,46%, 48 sont indéterminées soit 0.67% et 7022 sont séronégatives, soit 97,87%. Ce qui donne un taux de prévalence de 1,46%.

Selon l'initiateur du projet, Dr. Kodom Serge Michel *« Au terme de la 1ère édition de Evala-Akpema 2010 Sans Le VIH/Sida, il s'est avéré que l'initiative jouit d'un engouement et d'une adhésion populaires. La forte mobilisation observée sur les sites et de nombreux cas de déceptions avec plusieurs personnes qui n'ont pas été dépistées au terme de cette campagne, prouvent suffisamment que des attentes restent à combler ; l'expérience mérite d'être renouvelée lors des prochaines éditions de luttes Evala, comme c'est le cas de cette année (2011) et lors des autres festivités populaires et mobilisatrices de grande foule dans toutes les régions économiques du Togo »*.

Il est prévu d'organiser courant de cette année, les mêmes opérations au cours des autres festivités culturelles mobilisatrices de grandes foules, notamment Epé Ekpé dans les Lacs, Tingba kpab dans les Savanes. D'autres manifestations régionales du Togo seront bénéficiaires de cette opération au cours des années à venir.

Après 5 années de mise en œuvre de cette initiative originale, une bonne frange de la population togolaise sera conscientisée davantage sur les risques de la pandémie et sur les comportements responsables à adopter pour éviter d'être infecté par le VIH.SIDA.

www.togoportail.net

CHRONIQUE de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 320 92 75 / 901 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA
901 21 69

REDACTION

AGBANDA Pierre
A. KAPO
B. Talom.
Dao Kossi
Vicarmelo T.
Carole AGHEY

Imprimerie Service Compris
Tirage : 2000 ex.

LIBYE : Les ratés d'une guerre française

Sarkozy rêvait d'une guerre éclair. Mais rien ne s'est passé comme prévu. A la veille du vote du Parlement pour ou contre la poursuite de l'intervention, de hauts responsables ont raconté à Vincent Jauvert la véritable histoire de cette opération.

Cela devait durer quelques jours, quelques semaines tout au plus. "Sûrement pas des mois", disait Alain Juppé. Les services de renseignements français assuraient que, dès les premières frappes, des milliers de soldats de Kadhafi feraient défection. Ils prédisaient aussi que les rebelles avanceraient rapidement jusqu'à Syrte, la ville natale du Guide, et que tout cela contraindrait Kadhafi à partir très vite. Mais rien ne s'est passé comme prévu.

De surprises en déconvenues

Quatre mois et des milliers de frappes plus tard, Kadhafi est toujours là. Certes, Benghazi, la capitale des rebelles, est sous protection. Mais la guerre voulue par Nicolas Sarkozy s'enlise. Cette opération devait restaurer le prestige de sa politique étrangère, ternie par les frasques de « MAM » et son accueil glacial du « printemps arabe ». Mais, malgré ses Rafale, malgré l'Otan dont elle a réintégré le commandement en fanfare, la France apparaît impuissante face au dictateur d'un pays mal armé et dix fois moins peuplé. Cette guerre devait être un passeport pour la gloire. On se contenterait aujourd'hui d'un sauf-conduit pour en sortir.

Que s'est-il passé ? A quelques jours du premier vote parlementaire sur cette guerre, plusieurs responsables français - officiers supérieurs, diplomates et hommes politiques - racontent l'histoire secrète de cette opération : les bévues des services de renseignements, les déchirements au sein de l'Alliance atlantique. Et le jeu ambigu des Etats-Unis...

L'état-major demande à l'Elysée de changer de cible...

La guerre commence par un coup d'éclat, non planifié, des forces aériennes françaises. « Le premier jour, samedi 19 mars, nos pilotes devaient seulement préparer le terrain, dit un haut responsable. Leur mission était de détruire des batteries anti-aériennes libyennes. Mais, le matin, les forces de Kadhafi ont avancé beaucoup plus vite que prévu vers Benghazi. Si nous ne faisions rien, la deuxième ville libyenne allait être massacrée. » En catastrophe, l'état-major demande à l'Elysée l'autorisation de changer de cible et de viser les blindés plutôt que les défenses anti-aériennes. Malgré les risques pour les Rafale, qui se feront repérer par les radars ennemis, Nicolas Sarkozy donne son feu vert. « Les pilotes sont partis de la base de Saint-Dizier comme ça, au pif, avec une nouvelle mission : trouver les chars et les détruire, en évitant de se faire abattre... Par chance, ils revenaient d'Afghanistan, ils étaient très entraînés. » Ils repèrent la colonne de blindés, la « tapent » et sauvent Benghazi.

Une déroute pour les services de renseignements

Une victoire éclatante pour l'aviation française. Mais une déroute pour les services de renseignements. « Nous nous sommes rendu compte que leurs informations étaient de mauvaise qualité, dit un haut responsable. Ils s'étaient procuré un rapport de l'armée algérienne qui venait de faire des manœuvres avec les Libyens. Il y était écrit que les chars de Kadhafi étaient tous rouillés et ne pourraient pas être mis en état de marche en moins de deux mois. Pourtant, ces blindés ont attaqué Benghazi ! »

Un officier ajoute : « Plusieurs semaines avant les frappes, nous avons déployé sur zone des moyens de renseignement importants : trois satellites espions passent chaque jour au-dessus de la Libye, un sous-marin au large de Tripoli intercepte des communications. Des forces spéciales ont été dépêchées et, plus tard, la DGSE a ouvert une antenne à Benghazi. Mais nous avons raté l'essentiel : nous avons sous-estimé Kadhafi, qui se préparait depuis quarante et un ans à une invasion. Nous n'avons pas imaginé qu'il s'adapterait aussi vite. » Personne ne prévoit, par exemple, que, pour transporter ses troupes et ses batteries de missiles, le Guide va aller acheter des centaines de pick-up Toyota au Niger et au Mali. C'est un coup de génie : ces camions sont identiques à ceux utilisés par les rebelles. L'Otan est paralysée. Elle retarde ses frappes. Avant de bombarder ces véhicules, les pilotes doivent avoir la certitude qu'ils sont bien ceux des forces de Kadhafi. « Nous avons demandé aux rebelles de mettre un signal particulier sur le toit de leurs pick-up, dit un militaire, mais nous n'étions jamais sûrs. Ils sont tellement désorganisés... »

Des rebelles totalement incompétents

Personne n'a prévu, non plus, le degré d'impréparation militaire de l'opposition. Pour le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, les rebelles sont « pathétiques ». Non seulement ils sont totalement incompétents, mais, pendant plusieurs semaines, ils sèment la panique dans les grandes capitales. « Au moindre bruit suspect, raconte un officiel français, moqueur, ils appelaient BHL, l'Elysée ou Downing Street. Ils juraient que des centaines de chars se précipitaient vers eux, que l'Otan devait agir sur-le-champ. On envoyait en catastrophe des avions de reconnaissance et des bombardiers, mais la plupart du temps c'étaient de fausses alertes. » Au bout d'un mois et demi, la coalition, excédée, décide de dépêcher des officiers de liaison sur place, à Benghazi. Leur rôle : « Trier les informations des rebelles et ne transmettre que les plus plausibles au QG de l'Otan, à Naples. »

La volte-face des Anglais

Autre terrible déconvenue : la volte-face des Anglais sur le commandement de l'opération. La veille des premières frappes, l'Elysée croit encore que la guerre en Libye sera conduite par Paris et Londres, et non par l'Otan. Sarkozy et Cameron ont évoqué plusieurs fois ce commandement conjoint, conçu comme un prolongement naturel de l'accord militaire franco -britannique signé en novembre. En secret, les chefs se sont mis d'accord sur la répartition des tâches : la guerre sera gérée de Montverdun, près de Lyon, où la France dispose d'un QG d'opérations aériennes flambant neuf ; et de Northwood, dans la banlieue de Londres, siège d'un QG stratégique performant. Tout est donc en place pour une grande première militaire européenne c'est du moins ce que l'on croit à Paris...

Le 17 mars, le Conseil de Sécurité de l'ONU, en présence d'Alain Juppé, a adopté la résolution 1973 qui instaure une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et autorise d'utiliser "tous les moyens nécessaires" pour protéger les civils. Les premières frappes françaises, britanniques et américaines ont commencé deux jours plus tard. (G. Caddick-AFP)

Vendredi 18 mars, au lendemain du vote de la résolution autorisant les frappes, c'est la douche froide. Le patron des forces aériennes françaises, le général Hendel, se rend à Northwood pour prendre le commandement en second de l'opération qui doit commencer le lendemain. Il s'attend à être accueilli en grande pompe. Mais, humiliation, on le fait attendre plusieurs heures avant de lui dire la vérité : les officiers britanniques qu'il devait commander sont partis la veille. Où ? A Ramstein, QG des forces américaines en Europe. Et le général anglais qui devait s'installer à Montverdun ne viendra pas. Bref, Londres a renoncé à son duo avec Paris et se tourne vers l'Otan. Perfide Albion...

Nicolas Sarkozy se méfie de Berlin

Si certains militaires français, qui redoutaient d'être dépassés par la tâche, poussent un « ouf » de soulagement, d'autres sont furieux, les aviateurs surtout. Patron de l'armée de l'air, le général Paloméros déplore que l'opération n'ait pu être menée « en franco-britannique ». Pendant plusieurs jours, la diplomatie française tente de sauver la face. Elle fait le forcing pour qu'au moins l'embargo maritime de la Libye soit assuré par l'Union européenne et non par l'Otan. Mais la Turquie et l'Allemagne refusent : l'Alliance se chargera de tout ou de rien. La France, qui a besoin d'alliés, est coincée et contrainte d'accepter. A une condition : Nicolas Sarkozy exige de mettre sur la touche les officiers turcs et allemands présents dans la structure de commandement de l'Otan, au motif qu'ils pourraient saboter cette guerre à laquelle Berlin et Ankara sont hostiles. Un détail ? Quand le chef suprême de l'Otan, un général américain, et son n° 2, un Britannique, sont en congé, c'est le n° 3, un Allemand, qui assure le commandement militaire de l'Alliance. Trop risqué pour Nicolas Sarkozy, qui se méfie de Berlin et obtient que, pendant toute la durée de la guerre contre Kadhafi, ce roulement soit discrètement suspendu...

Brutales, les bagarres au sein de l'Otan continueront pendant des semaines. A Bruxelles, des portes claquent, des noms d'oiseaux fusent. Premier sujet de discorde : les règles d'engagement de cette guerre. L'intervention est destinée à protéger la vie des civils. Il faut donc limiter au maximum les bavures. Jusqu'où ? « Au début, nous appliquions les mêmes normes de prudence qu'en Afghanistan », raconte un officier. Mais les moins va-t-en-guerre exigent qu'en Libye les règles soient « trois fois plus strictes », précise un militaire. « Souvent nos pilotes repèrent une cible mouvante, demandent l'autorisation de frapper et l'Otan refuse. » De ce fait, les « dommages collatéraux » seront peu nombreux. Mais l'opération est ralentie. Au fil des semaines, loin des réunions enflammées, le représentant français au QG des opérations, à Naples, obtiendra discrètement des dérogations pour ses pilotes...

"Des plans de frappes sans queue ni tête"

En fait, la machinerie de l'Otan - cet Otan que Sarkozy avait tellement tenu à réintégrer - exaspère les Français. « Cette bureaucratie sort des plans de frappes sans queue ni tête, dit un responsable français. Pour les officiers de l'Otan, il s'agit de faire exécuter un certain nombre de sorties aériennes. Il n'y a aucun objectif stratégique cohérent, seulement des cases à cocher. La guerre comme à la Sécu ! » Un autre officiel est plus indulgent. « Le commandant de l'opération contre la Libye, le général canadien Bouchard, fait ce qu'il peut avec ce qu'il a. Très peu d'alliés de l'Otan ont accepté de participer à l'opération. C'est un grand échec des diplomaties françaises et britanniques. Alors, c'est vrai, vu le manque d'avions à sa disposition, Bouchard est obligé de bricoler. »

Les Américains se retirent...

La pénurie est d'autant plus grande que, autre déconvenue magistrale, l'Amérique a retiré très tôt ses dizaines de chasseurs-bombardiers, en particulier les A10 « tueurs de chars » que l'US Air Force est la seule à posséder. « Obama avait prévenu Sarkozy dès le début que les Etats-Unis ne resteraient pas en première ligne, dit un responsable français. Le Congrès était très hostile à cette opération. Et le Pentagone ne voulait pas d'une nouvelle guerre de l'Amérique contre des Arabes. Mais on n'avait pas compris que ce retrait interviendrait au bout de dix jours. » Paris et Londres ont bien réussi à convaincre Washington d'envoyer des moyens de frappe plus discrets, des drones armés, et de laisser leurs avions anti-radars. Mais pour le reste, c'était : « Débrouillez-vous ! »

Français et Britanniques décident de pallier ce manque par leurs propres moyens. Début mai, quand l'enlisement devient évident, ils entreprennent d'envoyer des renforts : une vingtaine d'hélicoptères. C'est tout ce qu'ils peuvent fournir. Et encore faudra-t-il un mois pour que le porte-hélicoptères « Tonnerre », une des fertés de l'armée française, arrive sur zone. « Dire que, dans les hangars de l'Otan, il y a 150 hélicoptères américains que Washington refuse d'envoyer en Libye ! », relève un oficier français.

... mais restent indispensables sur le terrain

« C'est l'une des grandes leçons de cette guerre à laquelle on ne s'attendait pas, dit un responsable français : Washington a vraiment commencé son repli stratégique. » Seulement voilà : sur le terrain, les Américains sont toujours indispensables. « Rien ne serait possible sans leur soutien. Ils nous tiennent par la barbichette. Ce sont toujours eux les patrons. » Certes, l'armée français fait bonne figure. Elle assure plus du tiers des frappes, certains jours près de la moitié. Ses avions sont les plus nombreux dans le ciel libyen - entre 15 et 20. Elle est la seule à disposer d'un porte-avions nucléaire. La technologie militaire made in France demeure l'une des meilleures. La guerre a permis de tester avec succès le dernier cri de ses productions : le Rafale 3, le missile modulaire AASM, l'hélicoptère Tigre...

Mais la supériorité américaine est écrasante : 33 des 41 avions ravitailleurs utilisés dans l'opération sont américains, la plupart des Awacs aussi, tous les drones également, comme 100% des missiles antiradars et des kits de guidage laser des bombes. Et ce n'est pas tout. « L'essentiel des moyens de commandement et de contrôle de l'Otan comme la gigantesque bande passante qui permet de transmettre toutes les données sont américains », dit le spécialiste François Heisbourg. « Quand les pilotes français arrivent au-dessus de la Libye, explique un officier, ce sont des avions américains dotés de radars spéciaux, des JStar, qui les guident jusqu'à leurs cibles. Les Américains ont des moyens de renseignement colossaux : des U2, des capteurs dont nous ne disposerons jamais, des dizaines de satellites... »

Les Américains dirigent les opérations en coulisse

Un chiffre résume tout : devant la délégation parlementaire sur le renseignement, le directeur du renseignement militaire, le général Didier Bolelli, a révélé que plus de 80% des cibles affectées aux pilotes français en Libye étaient désignées par les services américains ! Autrement dit, si Français et Britanniques réalisent la majorité des frappes, les Américains dirigent les opérations en coulisses « from behind », dit le grand magazine « New Yorker ». « Ils nous donnent juste ce qu'il faut pour que nous ne nous cassions pas la figure », assure un diplomate.

Comment terminer cette guerre sans un coup de pouce de Washington ? Pour l'armée française, le temps presse. « En mer depuis huit mois, le «Charles-de-Gaulle» est à bout, dit un officier. Certaines réparations ne peuvent pas être faites à bord. Le nombre de sorties du porte-avions chute. » Le « Charles-de-Gaulle » devait rentrer le 30 juin, mais les marins devront attendre. Pour le remplacer, on cherche des bases aériennes proches du théâtre des opérations. On voudrait aussi envoyer un drone français au-dessus du ciel libyen. Mais les négociations avec les pays qui pourraient accueillir ces aéronefs traînent.

L'Elysée décide de livrer du matériel aux rebelles

Alors on compte surtout sur l'avancée des rebelles. Ils doivent faire vite. Les chaleurs torrides et le ramadan arrivent, peu propices à de grandes offensives. Il faut régler le problème avant août. Comment ? L'Elysée a décidé d'interpréter à sa façon les résolutions de l'ONU sur la Libye. Certaines capitales, dont Londres, estiment qu'elles interdisent de fournir des armes aux rebelles. Pas Paris. « Le Figaro » vient de révéler que, début juin, la France a parachuté 40 tonnes de matériel militaire aux forces rebelles. Selon d'autres sources, elle enverrait aussi des armes par voie terrestre via des pays frontaliers. L'Elysée pense qu'une progression des rebelles jusqu'à quelques kilomètres de Tripoli devrait susciter une révolte à l'intérieur de la capitale libyenne. Et Kadhafi serait contraint de partir. Si, pour une fois, tout se passait comme prévu..

Source :
Le Nouvel Observateur

CENTRE COMMERCIAL
UNIPRIX

Tel: 220 93 45 / 46 Fax: 220 93 47 Lomé

Uniprix, distributeur exclusif

Du bon vin

Allez à Uniprix, vous aurez tout ce que vous recherchez

- Du vin
- Des Bières en cannette
- Des Téléphones portables
- Des Vêtements

- Un Restaurant VIP
- Un Restaurant à bas coût
- Un bar

Uniprix, le meilleur choix!

1 Rue Doumassessé, Avenue de la Libération prolongée près des rails